



Huit villes suisses ont leur local d'injection. Mais la Suisse romande est à la traîne **Entre santé et sécurité publique**



Un échange de seringues dans l'espace de consommation inauguré à Bienne en décembre 2014. KEYSTONE-ARCHIVES

SOPHIE DUPONT

Ville de Lausanne ► Après un rejet populaire en 2007, l'espace de consommation contrôlée convainc cette fois une majorité des élus lausannois, même à droite (lire notre édition du 31 mai). La capitale vaudoise pourrait devenir la huitième ville suisse à avoir son «local d'injec-

tion», plus de trente ans après Berne et quinze ans après Genève, unique ville exclusivement romande à avoir franchi le pas.

Pourquoi la Suisse romande accuse-t-elle un tel retard? Selon Jean-Félix Savary, secrétaire général du Groupement romand d'études des addictions (GREAA), les projets d'outre-Sarine sont nés de la volonté de

résoudre un problème de sécurité en mettant fin aux scènes ouvertes de consommation. «En Suisse romande, l'espace de consommation est présenté comme un projet de santé publique, comme un moyen d'offrir des prestations», note-t-il. Avec pour conséquence un plus fort rejet politique.



Différents modèles

Les modèles sont donc différents. A Genève, une permanence médicale gratuite accompagne le projet, contrairement à Berne. Des petits jobs sont proposés aux usagers. Ce sera également le cas à Lausanne.

Les espaces de consommation sont destinés à une population très vulnérable, souvent sans logement ni travail. Beaucoup ne fréquentent pas de dispositif de soins et les structures leur permettent de stabiliser leur consommation, d'éviter les overdoses et les maladies infectieuses (hépatites, VIH).

La fondation Contact, qui a une expérience de plus de trente ans, à Berne puis à Bienne, constate une amélioration importante de la santé des consommateurs, liée au développement général des politiques de réduction des risques: local d'injection, mais également mise à disposition de matériel, programmes de substitution à la méthadone et sensibilisation à l'hygiène.

Dans le canton de Berne, les infections dues aux seringues réutilisées ont diminué, les overdoses également. Et les consommateurs ont une moyenne d'âge de 41 ans, contre 25 à 30 ans auparavant. A Berne, 100 à 200 personnes fréquentent quotidiennement l'espace de consommation. Elles sont 50 à 60 à Bienne.

Consommation maîtrisée

A Zurich, qui compte quatre locaux d'injection, une enquête de l'Institut suisse de recherche sur la santé publique et les ad-

dictions (2014) constate que la majorité des usagers ressent une amélioration de sa santé physique et de son bien-être psychique. La plupart notent une diminution de leurs comportements à risque. Un peu moins de la moitié estime mieux maîtriser sa consommation et entrevoit des perspectives de vie nouvelles.

Dans le canton de Berne, les espaces de consommation collaborent étroitement avec la police. «Elle n'intervient en général pas auprès des personnes qui se rendent à l'espace de consommation, mais elle ne tolère pas l'injection dans l'espace public», explique Carl Müller, vice-directeur de la fondation Contact.

Les scènes ouvertes n'existent plus et le matériel usagé a quasiment disparu de l'espace public, selon la fondation. «De cinq à dix signalisations de seringues par semaine dans les années 1990, on est passé de quatre à cinq par an», se réjouit son vice-directeur. Les tensions avec le voisinage sont réglées lors de réunions mensuelles.

A Genève, entre 70 et 90 personnes fréquentent chaque jour l'espace d'accueil et de consommation ouvert en 2001. Le nombre de nouveaux inscrits diminue progressivement depuis cinq ans. En revanche, ils sont de plus en plus nombreux à vivre dans la précarité, sans logement fixe et sans activité professionnelle. Contrairement au canton de Berne, l'espace de consommation répond uniquement à un objectif sanitaire et

social. Directrice de Première ligne, Martine Baudin salue le projet lausannois: «Nous l'attendions depuis longtemps, nous savons qu'il répond à un réel besoin.»

Fribourg: débat inexistant

Reste Fribourg, la troisième ville romande où le besoin est avéré, selon le GREA. «Le débat est nourri chez les professionnels, mais inexistant au niveau politique», regrette Jean-Félix Savary. Selon le directeur du GREA, l'ouverture de l'espace de consommation lausannois devrait obliger la ville à se pencher sur la question.

AVEC SELVER KABACALMAN



«En Romandie, cet espace de consommation est présenté comme un projet de santé publique»

Jean-Félix Savary